



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 20/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Safran Aircraft Engines

1 rue Maryse Bastié
86100 Châtelleraut

Références : 2025 1410 UbD16-86 Env
Code AIOT : 0007202625

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2025 dans l'établissement Safran Aircraft Engines implanté 1 rue Maryse Bastié 86100 Châtelleraut. L'inspection a été annoncée le 02/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Safran Aircraft Engines
- 1 rue Maryse Bastié 86100 Châtelleraut
- Code AIOT : 0007202625
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site Safran de Châtelleraut est spécialisé dans la réparation de pièces de moteurs d'avion.

La présente inspection s'est focalisée sur l'atelier FIC, étape du process permettant de retirer la protection thermique et nettoyer les criques des pièces avant de les réparer.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Etude de dangers	Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 8.2.6	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Classement ICPE	Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 1.2.1	Sans objet
2	Étiquetage des substances et mélanges dangereux	Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 6.1.2	Sans objet
3	Conception et exploitation des installations d'entreposage internes...	Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 5.1.3	Sans objet
4	Bilan environnemental annuel	Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 2.9.1	Sans objet
5	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / ...	Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 3.2.4	Sans objet
6	Captage et épuration des rejets à l'atmosphère	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 6.1.	Sans objet
8	Suite accident	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R512-69	Sans objet
9	Suite accident	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R512-69	Sans objet
10	Systèmes de détection et extinction automatiques	Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 8.4.4	Sans objet
11	Formation	Arrêté Préfectoral du 02/04/2021,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 9.1.4	
12	Appareils de protection individuelle	Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 9.2.3	Sans objet
13	Alimentation en énergie et utilités associées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
14	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 8.4.2	Sans objet
15	Chute ou surremplissage	Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 9.2.7	Sans objet
16	Endroits réservés et protégés contre les chocs	Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 9.2.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de vérifier la conformité de l'atelier FIC au dossier d'autorisation environnementale de 2019 sauf sur un point (sprinklage de l'atelier prévu par l'étude de danger) pour lequel il est demandé à l'exploitant se justifier.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Nature des installations
Prescription contrôlée : Régime de l'autorisation Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés 3. Gaz ou gaz liquéfiés. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : Supérieure ou égale à 50 kg 240 kg répartis dans 6 bouteilles de fluorure d'hydrogène de 40 kg
Constats : L'inspection a constaté la présence des 6 bouteilles de gaz dans l'atelier FIC (2 par four). Il n'y a pas d'autres stockage de HF sur le site. La quantité maximale autorisée sur le site est donc respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Étiquetage des substances et mélanges dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 6.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Substances et produits chimiques
Prescription contrôlée : Les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n° 1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés. Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux doivent également être munis du pictogramme défini par le règlement susvisé.
Constats : L'inspection s'est concentrée sur l'atelier FIC. Il est constaté que l'ensemble des contenants de l'atelier est bien étiqueté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conception et exploitation des installations d'entreposage internes...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets produits
Prescription contrôlée : La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes 118 tonnes de déchets dangereux et 21 tonnes de déchets non dangereux, et respecte les quantités maximales par nature de déchet suivantes :[...] Acide fluorhydrique 1 tonne
Constats : Les rapports environnementaux annuels 2022, 2023, 2024 ne font état d'aucune sortie de déchets d'acide fluorhydrique 06 01 03*. L'atelier FIC fonctionne en 0 réjet grâce à un système de collecte des eaux des tours de lavage vers cuve enterrée de capacité maximale de 5343 litres dont le contenu est vidé et transféré vers la station 0 rejet (évapoconcentrateur) 2 fois par semaines. Les rejets qui ne sont pas compatibles avec la station sont traités par un prestataire extérieur. Il s'agit notamment du liquide de ressuage et le permanganate qui sont utilisés dans l'atelier traitement de surface.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Bilan environnemental annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 2.9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion de l'établissement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement. Ce bilan concerne au minimum, d'après les éléments portés à la connaissance de l'inspection des installations classées, les substances suivantes : <p>pour les rejets atmosphériques :</p> <p>COVNM</p> <p>Poussières totales</p> <p>Nickel et ses composés (Ni)</p> <p>Chrome et ses composés (Cr)</p> <p>Oxydes d'azote (NOx =NO+NO2) (en équivalent NO2)</p> <p>Ammoniac (NH3)</p> <p>Chlore et ses composés organiques (Hcl)</p> <p>Fluor et ses composés inorganiques (HF)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le bilan annuel 2024 en mars 2025. Les éléments attendus sont présents dans ce bilan, comme dans ceux des années précédentes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / ...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration :[...]</p> <p>Limite d'émission mg/Nm3 Flux d'émission kg/h</p> <p>Fluor gazeux (en HF) 5 0,5 (en HF)</p> <p>Fluor particulaire (en HF) 5 0,5 (en HF)</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bilan des émissions atmosphériques 2024 établi par Bureau Véritas rend compte des campagnes réalisées.</p> <p>Les émissaires de HF ayant fait l'objet de mesures sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> conduits 131 (station de traitement des effluents de process) : campagne annuelle conduit 154 (dégraissage et décapage traitement de surface) : 4 campagnes trimestrielles

- conduit 221 (chaîne traitement de surface) : campagne annuelle
- conduits 170 (APV2) et 171 (APV3) : campagne quinquennale

Aucun écart aux valeurs limites d'émission n'est détecté dans le rapport 2024.

Toutefois le rapport 2022 fait état d'un dépassement en HF gaz sur le conduit 161 "Tour de lavage MPA 1 & 2 (FIC)" : 40,8 mg/Nm³ pour une valeur limite d'émission de 5.

De même, le rapport 2023 fait état d'un dépassement en HF particulaire sur le conduit 34 "FIC Hexa 3 -Tour de lavage" : 6,77 mg/Nm³ pour une valeur limite de 5, ainsi qu'un dépassement sur le conduit 170 "AVP2" en NH₃ gaz : 83,2 mg/Nm³ pour une valeur limite d'émission de 50 et en HF particulaire : 5,76 mg/Nm³ pour une valeur limite de 5.

Ces conduits sont soumis à un suivi quinquennal.

Les rapports annuels ne précisent pas les mesures curatives mises en places par l'exploitant toutefois il est constaté que pour le conduit 170 les mesures 2024 sont conformes.

L'exploitant n'a pu réaliser de nouvelle mesure sur le conduit 34 car il était inutilisé en 2024 lors de la campagne de mesure. Toutefois il s'est engagé à le faire en 2025 et le résultat sera porté au rapport environnemental annuel.

Les actions correctives réalisées suite à ce dépassement sont le dégrassage des filtres "bigoudi" et leur changement mensuel.

A compter de 2025, l'exploitant a changé de prestataire pour la mesure de HF.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant précisera dans son rapport environnemental annuel les actions prises pour permettre le retour à la conformité des rejets non conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Captage et épuration des rejets à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 6.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Impact environnemental

Prescription contrôlée :

Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières, vésicules ou odeurs doivent être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions, notamment les ateliers susceptibles d'émettre du chrome à l'atmosphère. Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables. Le cas échéant, des systèmes séparatifs de captation et de traitement sont réalisés pour empêcher le mélange de produits incompatibles. Le débouché des cheminées doit être éloigné au maximum des habitations et ne pas comporter d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois...).

Constats :

L'atelier est composé de 2 fours HEXA datant de 1986, chacun raccordé à une tour de lavage

indépendante, et dans une autre salle, de 2 fours SN15 datant de 2015, raccordés à une tour de lavage commune.

Les fours SN15 ne peuvent fonctionner simultanément si bien que la tour de la lavage commune n'est en réalité utilisée que pour un four à la fois. De plus, les 2 fours FIC sont surmontés de cheminées de captation visant à canaliser les émissions pouvant occurrer lors des phases d'ouverture et de fermeture des fours.

Le rôle des tours de lavage est de capter et précipiter les émissions gazeuses de HF dans le rejets atmosphériques grâce à une pulvérisation de soude.

Ce rejet liquide qui en résulte est canalisé dans une rétention dédiée qui est vidée 2 fois par semaine vers la station 0 rejet.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Etude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 8.2.6

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

Constats :

Risque retenu dans l'étude de dangers pour l'atelier thermo-chimique (FIC) : une fuite de gaz toxique suite à perte de confinement au niveau d'un raccord de bouteille de HF ou de HCl, en extérieur (pendant la phase de transfert vers l'atelier de traitement thermo-chimique FIC).

Rappel des mesures de prévention :

- Bouteilles neuves et en fonctionnement stockées dans des enceintes ventilées à l'intérieur du bâtiment
- Détecteurs gaz HF au-dessus des bouteilles
- Détecteurs gaz HCl au-dessus des bouteilles
- Détection incendie et atelier FIC sprinklé
- Une consigne sera établie pour informer le personnel des zones à risques en cas de dispersion d'HF et un affichage sera mis en place.
- Les points d'utilisation du fluorure d'hydrogène sont équipés de détecteurs de HF. Présence de détecteurs à hydrogène à chaque point d'utilisation (plasma, traitement thermochimique) asservissant une électrovanne de coupure et alarme au poste de garde.

Rappel des mesures de protection :

- Eloignement de l'atelier de 75 m des limites de propriété
- Ventilation mécanique de l'atelier
- Neutralisation de l'excédant de HF à l'Argon
- Sas de sécurité en surpression
- Douche de sécurité et personnel formé

- Alarme au poste de garde en cas de défaut de ventilation
- Formation du personnel à la conduite à tenir en cas de fuite de gaz.

Constats sur les mesures de prévention :

- Les bouteilles sont stockées dans une armoire dédiée ventilée.
- Les capteurs HF et HCl sont présents tels que décrits dans l'étude de danger.
- Par contre l'atelier FIC n'est pas sprinklé

A la suite de l'inspection l'exploitant a transmis le plan du sprinklage datant de 2020. Il indique de plus qu'

"En ce qui concerne le sprinklage il a été réalisé sur les conseils de l'ingénierie incendie de notre assureur suivant le référentiel NFPA 13. Ainsi il avait recommandé de sprinkler le couloir d'accès à l'atelier FIC mais pas nécessairement le bâtiment où sont entreposés les fours FIC, puisque ce bâtiment est séparé du bâtiment principal de l'usine."

Constats sur les mesures de protection :

- L'atelier est correctement ventilé.
- Les fours sont à double enceinte avec, dans l'enceinte externe, une neutralisation à l'Argon
- Les fours HEXA et SN15 sont disposés de part et d'autre de la salle de contrôle. Un sac en surpression permet l'accès à chaque partie. Ces sas sont maintenus fermés lorsque les fours sont en fonctionnement toutefois leur bonne fermeture n'est assurée que par des moyens humains (pas de détection électromécanique). Lors du fonctionnement d'un four FIC, les sas d'accès ne sont pas verrouillés, les accès restent disponibles, même si l'ensemble des fours est en fonctionnement. En revanche, pour le four SN15, l'accès nécessite obligatoirement le passage par la salle de pilotage. Cette disposition particulière impose donc une coordination préalable avec le personnel de pilotage avant toute entrée dans la zone.
- La douche de sécurité est bien présente dans le sas menant à l'atelier HEXA.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant se positionne sur le besoin d'un sprinklage de l'atelier FIC au vu de l'étude de danger de 2019.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Suite accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R512-69

Thème(s) : Risques accidentels, Accident du 20 décembre 2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu

de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Le 20 décembre 2024, un accident sur le rejet atmosphérique HF four FIC Hexa 2 est survenu (conduit 31) . Cet accident a fait l'objet d'une déclaration auprès de la DREAL le 24/12/2024. Cet accident fait suite à une panne de la pompe de la tour de lavage associée au moyen. Après avoir confiné le personnel avec l'aide des équipiers d'intervention du site, il a été évacué en toiture directement les effluents atmosphériques des fours FIC sans passer par la tour de lavage, ce qui a engendré une évacuation de HF gazeux directement dans l'atmosphère (quantité estimée 6.6g). Une analyse de cause a été réalisé sur cet accident et des solutions techniques de double sécurité sont encore à l'étude.

Les rejets atmosphériques de l'installation FIC Hexa 2 passent par une tour de lavage avant d'être éjectés dans le conduit 34. La tour de lavage réalise une neutralisation des gaz avec de la soude et forme de du fluorure de sodium. La pompe de cette tour de lavage s'est arrêtée de fonctionner, ne permettant plus la neutralisation des gaz. L'évacuation des gaz HF+H₂ s'effectue alors directement sans lavage entraînant un rejet non conforme en situation d'urgence. Il est toutefois noté que l'estimation de 6,6 g de HF rejetés à l'atmosphère correspond à la quantité totale de HF présent dans l'enceinte du four alors qu'en réalité seule la surpression a été évacuée.

La cause de dysfonctionnement de la pompe est identifié par l'exploitant comme étant lié à l'utilisation d'une pompe reconditionnée par un prestataire n'étant pas le fabricant d'origine. Un bruit suspect avait été détecté par les opérateurs mais les tests de débit ayant été concluant, le lancement de la fournée avait été autorisé.

L'exploitant a pris les mesures suivantes :

- changement annuel des pompes de circulation des 3 tours de lavage par des pompes neuves
- stockage en permanence de 3 pompes neuves en cas d'avarie
- Contrôle systématique à chaque début de cycle et appel à la maintenance en cas de doute avec changement systématique de la pompe au besoin

Une mesure est en cours de déploiement :

<ul style="list-style-type: none"> • Contrôle en continu de l'intensité des phases du moteur (valeur absolue et valeur relative) <p>En complément est à l'étude l'ajout sur chaque tour d'un système supplémentaire de filtration par cartouche à granulés. Une vanne automatique dirigerait les gaz vers ce système en cas de détection de panne sur le circuit principal. Il s'agit d'une technologie éprouvée dans le domaine de la pétrochimie qui ne présente pas de risque de relargage de HF gazeux puisqu'il se retrouve lié sous forme solide par une réaction d'adsorption.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant tient informée l'Inspection de l'avancée de la mise en place des mesures visant à réduire le risque de dysfonctionnement des tours de lavage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Suite accident

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R512-69</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accident du 18 juin 2024</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 18 juin 2024, une fuite d'une canalisation de circulation provoque écoulement dans rétention sous-sol de la chaîne 3000 (estimation 1000L). Ce dernier est équipé d'une rétention avec un revêtement étanche pour permettre de stocker temporairement les produits en cas d'incident. Toutefois en raison de la pulvérisation du produit via la canalisation, les équipiers d'intervention interne au site ont dû intervenir sous tenue chimique pour fermer les vannes les plus proches de la fuite. Cet incident n'a pas fait l'objet d'une déclaration auprès de la DREAL puisqu'il n'y a pas eu de pollution environnementale.</p> <p>Cependant, cet incident a fait l'objet d'une enquête interne et de l'instruction du registre des sources potentielles de pollution.</p>

<p>Cet incident a eu lieu sur la chaîne de traitement de surface et non dans l'atelier FIC objet de la présente inspection.</p> <p>L'exploitant indique que l'ensemble des effluents a été collecté par la rétention directement reliée à la station 0 rejet.</p> <p>L'exploitant a remplacé l'ensemble des tuyauteries par des matériaux plus flexibles.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Systèmes de détection et extinction automatiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 8.4.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8.2.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant met en place des détecteurs à hydrogène sur chaque point d'utilisation (plasma, traitement thermochimique), asservie à une électrovanne de coupure et une alarme au poste de garde.</p>
<p>Constats :</p> <p>A la suite de l'inspection l'exploitant transmet la liste des capteurs HF et H2 de l'atelier FIC. 3 voies sont différenciées : HEXA2, HEXA3, SN15 et comportent chacune des capteurs HF et H2 aux emplacements prescrits.</p> <p>Les alarmes sont reportées au poste de garde.</p> <p>ainsi que les rapport d'intervention établis par Honeywell les 4 février et 28 août 2025.</p> <p>Les éléments comme pouvant défaillir à terme ont été remplacés (détecteurs portables dont les batteries ne tenaient plus la charge).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Formation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 9.1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Ateliers mettant en œuvre des produits toxiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnels employés dans les installations mettant en œuvre les produits toxiques devront avoir reçu une formation spécifique sur les dangers présentés par les produits manipulés, les précautions à prendre pour effectuer les manipulations et la conduite à tenir en cas d'accident.</p>

<p>Constats :</p> <p>Le bon suivi des périodicité de formation des personnels de l'atelier FIC est assuré par l'exploitant qui a transmis à l'issue de l'inspection le suivi sur 5 ans des formations.</p> <p>Il en ressort que les personnels de l'atelier FIC ont notamment reçu des formations aux risques chimiques, risques ATEX, facteurs humains et corps étrangers, transport de marchandises dangereuses, utilisation des appareils respiratoires isolants.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Appareils de protection individuelle

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 9.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de produits très toxiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité de dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.</p> <p>Le matériel d'intervention comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> • deux appareils respiratoires isolants (air ou O2) ; • deux combinaisons de protection sauf pour le cas des gaz non corrosifs ; • des gants. <p>Le personnel est formé à l'emploi de ces matériels.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les EPI présents dans le sas de l'atelier HEXA comprennent</p> <ul style="list-style-type: none"> • 6 cagoules ventilées avec système de filtration d'air • Des bottes chimiques • 3 scaphandres chimiques • 6 appareils respiratoires isolants avec bouteilles montées dessus prêtes en service • 6 bouteilles d'air pleines en attente • Gants nitriles + gants chimiques • Lunettes de protection <p>A disposition : 1 douche de sécurité et un rince-œil, une pharmacie.</p> <p>L'exploitant a notamment édité des consignes d'urgence et cas d'exposition à du HF gazeux ou liquide.</p> <p>Le personnel est formé à l'usage de ces EPI (voir point précédent) et réalise des entraînement régulier avec les sapeurs-pompiers du SDIS37.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Alimentation en énergie et utilités associées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie / Stratégie en cas de perte d'utilité électrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.</p> <p>Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité aux dispositions du présent article sont réalisés avant le 1er janvier 2026.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les fours FIC fonctionnent à l'électricité.</p> <p>En cas d'incident, la procédure de mise en sécurité d'un four dure 1h30.</p> <p>Un onduleur assure un fonctionnement pendant environ 1 h puis un groupe électrogène dédié à l'atelier FIC prend le relai pour l'ensemble des fours. Il assure le maintien du refroidissement et des ventilations pendant la mise en repli des fours.</p> <p>Le groupe électrogène, associé à une réserve de 480 litres, présente une autonomie de 35 h à 100 %, ce qui couvre largement le besoin.</p> <p>Le niveau de fuel est vérifié par ronde hebdomadaire du prestataire.</p> <p>Le réapprovisionnement de fuel est fait manuellement lorsque nécessaire.</p> <p>Un contrôle plus profond est réalisé lors de la coupure annuelle électrique du site.</p> <p>Le groupe électrogène est continuellement préchauffé électriquement pour faciliter le démarrage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 8.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p>

<p>Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport.</p> <p>L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p>A l'issue de l'inspection l'exploitant transmet le dernier rapport de contrôle électrique des installations de l'atelier FIC. Il est établi par Bureau Véritas et daté du 27 août 2025. Celui-ci fait état de 5 non-conformités concernant l'atelier FIC, aucune non-conformité majeure n'est identifiée.</p> <p>L'exploitant indique qu'une non-conformité a été levée, 4 restent en cours de traitement.</p> <p>Un contrôle complet aura lieu lors d'une coupure totale des installations prévue en avril 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Chute ou surremplissage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 9.2.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de produits très toxiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute disposition est prise pour éviter les chutes de bouteilles de gaz ou gaz liquéfiés très toxiques. En cas de stockage, elles sont munies en permanence d'un chapeau de protection du robinet de bouteille et d'un bouchon vissé sur le raccord de sortie.</p> <p>Des mesures de sécurité sont prises lors du conditionnement pour empêcher le surremplissage des récipients contenant des gaz ou gaz liquéfiés très toxiques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a permis de constater que le stockage des bouteilles de gaz au sein de l'atelier FIC répond à ces prescriptions.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Endroits réservés et protégés contre les chocs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 9.2.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de produits très toxiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les substances ou préparations très toxiques sont stockées, manipulées ou utilisées dans les endroits réservés et protégés contre les chocs.</p>
<p>Constats :</p>

L'atelier FIC contient des matières toxiques stockées en bouteilles de gaz ainsi qu'une cuve de soude.

Le gaz HF est stockés dans une armoire technique fermée.

L'atelier n'est pas accessible aux chariots.

L'exploitant projette la mise en place d'un contrôle d'accès par badge à l'atelier FIC.

Type de suites proposées : Sans suite